Septembre 2018 - N° 77

INVESTIR AU CAMEROUN

GRANDS CHANTIERS
AGRICULTURE
ENERGIE
MINES
INDUSTRIE
SERVICES
FINANCE

GRANDS CHANTIERS

Le bilan des 6 dernières années

Itinéraire d'un Camerounais, entrepreneur aux Etats Unis

En seulement 4 ans, Nexttel talonne déjà ses concurrents

GRATUIT – NE PEUT ÊTRE VENDU

INVESTIRAU CAMEROUN .COM

Retrouvez chaque jour l'actualité économique du Cameroun

Compatible tablettes et smartphones

APP DISPONIBLE POUR IOS ET ANDROID

Yasmine Bahri-Domon,
directrice de la publication

Choisir entre les promesses et les réalisations

Cette année, le Cameroun fait face à de nombreux défis. Sur le plan sécuritaire, la guerre contre les sécessionnistes anglophones et l'insécurité aux frontières au Nord et à l'Est du pays, ont provoqué un afflux des réfugiés qu'il faut prendre en charge aussi humainement que possible.

Dans le même temps, le pays doit préparer le plus grand des événements sportifs panafricains, la CAN 2019, et parachever les grands chantiers entrepris depuis 2011, destinés à poser les bases structurelles indispensables à l'émergence d'un pays moderne. Projets autoroutiers, barrages, centrales hydroélectriques, extension des réseaux électriques et télécoms, infrastructrures portuaires, aéroportuaires, ferroviaires…

Contre vents et marées, en dépit de toutes les difficultés et les adversités, le pays se construit, et les Camerounais commencent à percevoir, dans leur quotidien, les effets bénéfiques de cette évolution.

C'est dans ce contexte que, le 7 octobre 2018, le peuple choisira celui ou celle qui conduira la politique économique et sociale du Cameroun pour les prochaines années.

Dans cette période cruciale pour l'avenir de la Nation, le président sortant, Paul Biya, sollicite une nouvelle fois la confiance de ses concitoyens afin de terminer le « vaste chantier » et mener le pays à bon port. D'autres candidats proposent un changement de cap.

Afin d'aider nos lecteurs à se forger une opinion, Investir au Cameroun a réalisé ce mois ci un grand dossier, « L'heure du bilan », qui fait un point précis sur les grandes réalisations promises, il y a 7 ans. Chacun jugera.

AU SOMMAIRE

DOSSIER

06 • L'heure du bilan

07 • Port en eau profonde de Kribi, fleuron du dernier Septennat

08 • En 2017, grâce au barrage de Lom Pangar, le Cameroun a traversé « *l'étiage le plus calme depuis 10 ans* »

08 • 75 MW de plus pour la partie septentrionale, grâce au barrage de Bini à Warak

09 • Le barrage de Mekin (15 MW) éclairera huit communes dans la région du Sud

09 • Memvé'élé, 211 MW au bout d'un investissement de 420 milliards FCFA

10 • Le Barrage de Nachtigal (420 MW) augmentera de 30% la production nationale

10 • Les travaux de construction de l'autoroute Kribi-Lolablé déjà réalisés à plus de 80%

11 • Autoroutes Douala-Yaoundé et Yaoundé-Nsimalen, les travaux freinés par la recherche des financements

11 • 2ème pont sur le fleuve Wouri, ça roule !

12 • Le Cameroun a mis en service la 2ème unité flottante de liquéfaction du gaz dans le monde

INTERVIEW

13 • Francis Ngapout : « *Au sein de la diaspora camerounaise, nous entrevoyons beaucoup d'opportunités au pays* »

LEADER DU MOIS

34 • Fabrice Siaka rachète les actifs du groupe Rougier au Cameroun et en Centrafrique

INVESTIR AU CAMEROUN

Editeur
Stratline Limited

Directrice de la publication
Yasmine BAHRI-DOMON

Rédaction
Brice R. MBODIAM, Sylvain ANDZONGO, Idriss LINGE, MURIEL EDJO.

Opérateur
Médiamania Sàrl
www.mediamania.pro
Maquette : Jérémie FLAUX, Réalisation web : Christian ZANARDI, Corrections : Souha TOURE

Régie publicitaire
regiepub@investiraucameroun.com
Au Cameroun
Albert MASSIMB, almassimb@yahoo.fr
Tel : 00 237 694 66 94 59

Impression
Rotimpres, Aiguaviva, Espagne

Bureau - Distribution Cameroun
Albert MASSIMB, almassimb@yahoo.fr
Tel : 00 237 694 66 94 59

Gratuit – Ne peut être vendu

info@investiraucameroun.com - www.investiraucameroun.com

L'ACTUALITÉ EN BRÈVES

GESTION PUBLIQUE ..... P 18-22
FINANCE ..... P 23
AGRICULTURE ..... P 24-25
ENERGIE ..... P 26-27
INFRASTRUCTURES ..... P 28
MINES ..... P 29
INDUSTRIE ..... P 30
TIC & TELECOM ..... P 31-33

L'heure du bilan

En 2011, Paul Biya prenait l'engagement de transformer « *le Cameroun en un vaste chantier* »

2011-2018. Cette période est connue au Cameroun comme le septennat des « Grandes réalisations », signature du mandat présidentiel débuté en 2011, et qui s'achève par le scrutin présidentiel annoncé le 7 octobre 2018 dans le pays. Au début de ce mandat de 7 ans, le chef de l'Etat nouvellement élu, Paul Biya, avait alors pris l'engagement de transformer « *le Cameroun en un vaste chantier* ». Ce qui sera fait dès l'année 2012, à travers le lancement de plusieurs chantiers dans le pays, notamment dans le domaine des infrastructures énergétiques et de transport.

Six années plus tard, certains de ces chantiers piétinent, d'autres, par contre, jouent déjà une partition bien audible dans le concert du développement économique du Cameroun. Il en est par exemple, du port en eau profonde de Kribi, mis en service 2 ans après la fin des travaux de la première phase ; mais surtout des différents barrages construits à travers le pays, comme en témoigne le rapport 2017 de la Banque africaine de développement (BAD) sur le Cameroun.

En effet, selon l'institution financière panafricaine, les différents barrages et autres centrales construits au Cameroun ces dernières années permettront au cours de l'année 2018, d'améliorer l'accès à l'électricité pour 2,7 millions de Camerounais, aussi bien dans les zones urbaines que rurales. Cette ode de la BAD aux « grandes réalisations » dans le secteur de l'électricité ne prend cependant pas encore en compte la construction du barrage de Nachtigal, qui sera doté de la plus grande centrale hydro-électrique jamais construite dans le pays (420 MW), et qui augmentera d'un tiers les capacités de production du Cameroun.

Il s'agit là d'un projet aussi gigantesque que celui de la construction des autoroutes Yaoundé-Douala et Yaoundé-Nsimalen, ou encore du projet de liquéfaction du gaz naturel à partir d'une unité flottante au large de Kribi, qui sont autant de perles qui orneront le chapelet des « Grandes réalisations », dont l'heure du bilan approche. A grandes enjambées.

Brice R. Mbodiam

Port en eau profonde de Kribi, fleuron du dernier Septennat

Construite dans la région du sud du pays, cette plateforme portuaire est l'une des plus importantes sur toute la côte ouest-africaine, avec un tirant d'eau de 15 à 16 mètres.

Le port en eau profonde de Kribi a été officiellement mis en service le 2 mars 2018. L'infrastructure est considérée comme étant la plus importante plateforme portuaire sur toute la côte ouest-africaine, avec un tirant d'eau de 15 à 16 mètres et un terminal à conteneurs long de 350 mètres. Pour sa mise en service, l'armateur français CMA CGM y a affrété un navire long de 335 mètres, et transportant une cargaison record de 8500 conteneurs.

L'arrivée de ce navire a ainsi consacré l'opérationnalisation du terminal à conteneurs de cette infrastructure portuaire, dont la première phase des travaux de construction était achevée depuis plus de 2 ans. Le terminal polyvalent, lui, a été confié il y a quelques semaine à KPMO, un consortium formé par des entreprises camerounaises, jadis partenaire de Necotrans, adjudicataire principal du contrat de concession sur ce terminal, qui a finalement déclaré faillite.

La première phase de ce projet a été réalisée sous la forme d'un contrat « Engineering, Procurement, and Construction » (EPC) par la société chinoise CHEC, pour un coût total de 497 millions de dollars, soit environ 240 milliards de francs CFA. Son financement a été assuré à 85% par un prêt accordé par Eximbank-China, et à 15% par l'Etat du Cameroun.

Cette première phase a permis de réaliser un linéaire de quai total de 615 mètres, une digue de protection des ouvrages portuaires de 1355 mètres, d'acquérir divers équipements de manutention portuaire et de construire des bâtiments, des voiries et réseaux divers.

Le port en eau profonde de Kribi a été officiellement mis en service le 2 mars 2018.

Malgré le léger tassement économique de ces dernières années, les autorités camerounaises gardent grande foi en cette phase I, qui est, expliquent-elles, en mesure de rendre pleinement rentable ce port de troisième génération. Le 8 février 2018, a été lancé un appel international à manifestation d'intérêt, en vue du recrutement de la mission de contrôle technique pour le développement de la 2ème phase de construction du port en eau profonde de Kribi, véritable fleuron du Septennat des « Grandes réalisations », lancé en 2011 par le chef de l'Etat camerounais.

Cette seconde phase, qui sera conduite par la société chinoise CHEC (constructeur du port depuis le début), prévoit la mise en place d'un 2ème terminal à conteneurs, doté d'un quai de 700 mètres (contre 350 mètres pour le premier), ainsi que la construction d'un terminal fer et d'un terminal hydrocarbures, par le biais de partenariats publics-privés. Coût des travaux : 420 milliards de francs CFA. Les modalités de financement seront analogues à celles de la 1ère phase, avec un financement bancaire concessionnel accordé par Eximbank China à hauteur de 85% du montant total des travaux. Les 15% restants constitueront la contrepartie à apporter par le gouvernement Camerounais.

Sylvain Andzongo

En 2017, grâce au barrage de Lom Pangar, le Cameroun a traversé « *l'étiage le plus calme depuis 10 ans* »

Au cours de l'année 2017, la demande en énergie électrique au Cameroun a augmenté de 9%, souligne l'électricien Eneo dans une correspondance adressée au ministre de l'Energie et de l'Eau, le 16 juin 2017. Cette hausse de la demande a induit un besoin de production supplémentaire de 50 MW, apprend-on. Mais, en dépit de cette hausse de la demande, depuis l'année 2017, les consommateurs d'électricité n'ont pas beaucoup ressenti les délestages habituels, qui sont d'ailleurs souvent plus intenses pendant la période d'étiage, du fait de la baisse de la production, elle-même induite par la réduction du niveau des eaux dans les barrages du pays.
A l'origine de cette amélioration de l'offre d'électricité, soutient la société Eneo, se trouve principalement « *la mise en eau du barrage de Lom Pangar, qui a permis d'obtenir un débit régularisé de la Sanaga entre 960 m³/s et 1090 m³/s* », offrant ainsi « *aux centrales de Songloulou et d'Edéa de produire près de 10% d'énergie de plus* ». Bref, l'embellie observée dans l'offre d'électricité au Cameroun ces dernières années, souligne-t-on chez Eneo, est la conséquence de la régularisation des débits sur le fleuve Sanaga (sur lequel se trouve environ 75% du potentiel hydroélectrique du pays), rendue possible grâce à la mise en eau du barrage de Lom Pangar, construit dans la région de l'Est.
D'une capacité de retenue de 6 milliards de mètres cubes d'eau, cette infrastructure, construite par la société chinoise CWE, a été partiellement mise en eau en septembre 2015, alors qu'elle avait déjà retenu plus de 3 milliards de mètres cubes d'eau. Cet aménagement hydroélectrique intègre également la construction d'une usine de pied d'une capacité de production de 30 MW, dont les travaux sont en cours de réalisation par la société China Camc Engineering,

pour une enveloppe globale de 30,4 milliards de francs CFA.
Au demeurant, en plus de régulariser les débits des eaux en amont de la Sanaga, et ainsi rendre possible la construction d'autres barrages sur ce fleuve stratégique, le barrage de Lom Pangar, qui a coûté 238 milliards de francs CFA, a également attiré des milliers de pêcheurs dans la région de l'est du pays. Selon les experts d'EDC, l'entreprise publique de patrimoine du secteur de l'électricité au Cameroun, 1500 tonnes de poissons sont produites chaque année autour du barrage, procurant aux pêcheurs des revenus estimés à 40 milliards de FCFA par an.

75 MW de plus pour la partie septentrionale, grâce au barrage de Bini à Warak

Depuis octobre 2017, les travaux de construction du barrage de Bini à Warak, dans la région de l'Adamaoua, dans la partie septentrionale du Cameroun, battent leur plein. Cette infrastructure énergétique, dont la mise en service est prévue entre 2021 et 2022, aura une capacité de production de 75 MW, et permettra de suppléer le barrage vieillissant de Lagdo (72 MW), unique infrastructure majeure permettant jusqu'ici d'alimenter en électricité les trois régions du Septentrion, qui abrite le tiers de la population camerounaise.
Les travaux de construction de cet ouvrage ont été confiés à l'entreprise chinoise Sinohydro. Prévus pour durer 48 mois, lesdits travaux coûteront environ 85 milliards de F CFA, dont 72 milliards fournis par l'Industrial and Commercial Bank of China (ICBC).
Ce projet intègre également la construction de lignes d'évacuation d'énergie (70 Km en 225 Kv) et d'électrification rurale (30 Kv), ainsi que la réhabilitation et la construction de voies d'accès au site du barrage.

Le barrage de Mekin (15 MW) éclairera huit communes dans la région du Sud

Du 17 avril au 3 mai 2018, les premiers essais d'injection d'énergie dans le réseau interconnecté Sud, à partir de la centrale du barrage de Mékin, dans la région du sud du Cameroun, ont été conduits par la société du projet Hydro-Mekin, et la compagnie d'électricité Eneo. Mais, de bonnes sources, la mise en service de ce barrage est encore retardée, non seulement par la finalisation des aspects juridico-administratifs relatifs à la commercialisation de l'énergie produite par cet ouvrage, mais aussi par des contraintes socio-environnementales.
En effet, des tests effectués en 2017 sur cette infrastructure énergétique, dont la réception technique de tous les ouvrages a eu lieu au 3ème trimestre 2017, avaient provoqué l'inondation d'au moins deux ponts environnants, révélant ainsi des dysfonctionnements auxquels il faut pallier avant la mise en service définitive du barrage, qui permettra d'alimenter les huit communes du département du Dja-et-Lobo, région du sud du Cameroun.
Investissement de 25,8 milliards de francs CFA, le barrage de Mekin a été construit par la China National Electric Engineering Corporation (CNEEC). Les financements ont été mis à disposition par Eximbank China (22 milliards de FCFA) et l'Etat du Cameroun (3,8 milliards de FCFA). Le projet intègre également la construction d'une ligne d'évacuation d'énergie de 110 KV, sur une distance de 33,1 Km.

Memvé'élé, 211 MW au bout d'un investissement de 420 milliards FCFA

Le 8 janvier 2018, le gouvernement camerounais a partiellement réceptionné le barrage hydroélectrique de Memve'ele, construit dans la localité de Nyabizan, dans le sud du pays.
La réception définitive de l'ouvrage, apprend-on officiellement, aura lieu dès la fin des travaux de construction des ouvrages d'évacuation d'énergie, actuellement en cours de réalisation.
« *A l'heure actuelle, la première phase de la construction de la ligne de transport de l'énergie électrique est terminée. Il s'agit de 150 km, à partir de la centrale hydroélectrique de Memve'ele jusqu'à Ebolowa, avec la construction du poste de jonction et de transformation à Ndop. La seconde phase des travaux concerne l'itinéraire Ebolowa-Yaoundé, avec la construction d'un poste de jonction et de transformation à Nkolkoumou. C'est justement à partir de ce poste que l'énergie électrique sera injectée dans le réseau interconnecté Sud* », précise le directeur du projet, Dieudonné Bisso.

Démarrés en janvier 2013, les travaux de construction du barrage sont achevés.

En effet, démarrés en janvier 2013, les travaux de construction du barrage sont achevés. L'ouvrage construit par le Chinois Sinohydro permettra de produire 211 MW supplémentaires, à injecter dans le réseau interconnecté Sud. Investissement global d'un montant de 420 milliards de francs CFA, dont 286 milliards de francs CFA pour le barrage et la centrale, le barrage de Memvé'élé a été mis en eau le 16 août 2016.

Le Barrage de Nachtigal (420 MW) augmentera de 30% la production nationale

A la mi-août 2018, Besix Group, entreprise belge du secteur de la construction, a annoncé avoir décroché le contrat pour la conception et la construction, dans la région du centre du Cameroun, de la centrale hydroélectrique de Natchigal, d'une capacité de production de 420 MW. Cette infrastructure permettra d'augmenter la capacité de production du pays de 30%, selon la Banque mondiale, qui est partie dans ce projet à travers la Société financière internationale (SFI), sa filiale spécialisée dans le financement du secteur privé. A en croire le constructeur belge, les travaux qui seront réalisés en partenariat avec la société française NGE (Nouvelles générations d'entrepreneurs, leader du terrassement en France) et le Marocain SGTM (Société générale des travaux du Maroc), démarreront avant la fin de l'année 2018 courante, et vont durer 57 mois au total.
Portée par Natchigal Hydro Power Company (NHPC), une entreprise de droit camerounais contrôlée à 40% par EDF International, 30% par l'Etat du Cameroun et 30% par la Société financière internationale, la centrale hydroélectrique de Natchigal coûtera environ 656 milliards de francs CFA. «Le projet de Nachtigal, l'un des très rares partenariats public-privé (PPP) à avoir vu le jour dans le secteur de l'hydroélectricité en Afrique subsaharienne, va accélérer la réalisation des objectifs de développement du Cameroun, et notamment la réduction de la pauvreté.», a souligné Elisabeth Huybens, directrice des opérations de la Banque mondiale pour le Cameroun. C'était dans un communiqué publié le 19 juillet 2018, dans lequel l'institution de Bretton Woods annonçait la mise à disposition d'une garantie de 794,5 millions de dollars (environ 447,17 milliards FCFA) dans le cadre de la réalisation de ce projet.

Les travaux de construction de l'autoroute Kribi-Lolablé déjà réalisés à plus de 80%

D'un linéaire de 38,5 Km, l'autoroute Kribi-Lolablé, qui permettra de desservir plus efficacement le port en eau profonde de Kribi (l'infrastructure est déjà desservie par une route bitumée), dans la région du sud du Cameroun, devrait être livrée au cours de cette année 2018.
En effet, a-t-on appris au sortir d'une session du Conseil national de la route (Conaroute), présidée le 24 mai 2018 par le Premier ministre, Philémon Yang, cette infrastructure est déjà construite à 83%.Tronçon de l'autoroute Edéa-Kribi, l'axe autoroutier reliant la cité balnéaire de Kribi au village Lolablé pourrait ainsi devenir la toute première infrastructure de ce type à être construite au Cameroun.

L'autoroute Kribi-Lolablé permettra de desservir plus efficacement le port en eau profonde de Kribi.

Pour rappel, l'autoroute Kribi-Lolablé est construite par la société China Highway Engineering Company (Chec), la même qui a construit le port en eau profonde de Kribi, officiellement entré en service au mois de mars 2018, devenant ainsi la plateforme portuaire la plus importante sur la côte ouest-africaine.

Autoroutes Douala-Yaoundé et Yaoundé-Nsimalen, les travaux freinés par la recherche des financements

A fin mai 2018, le Ministère des Travaux publics (Mintp) estimait à 60% le taux de réalisation des 60 premiers kilomètres de l'autoroute Douala-Yaoundé, devant relier les deux capitales du Cameroun. Confiée à l'entreprise China First Highway Engineering Co Ltd, ce projet est ralenti par les lenteurs observées dans le processus d'indemnisation des riverains, qui tardent à libérer certaines emprises.
Le projet autoroutier entre les capitales politique et économique du Cameroun vise à construire un réseau routier moderne d'environ 215 km. Les premiers financements ont été fournis par Eximbank China. Pour les plus de 150 kilomètres restants à construire, le gouvernement camerounais recherche encore activement les financements. A terme, cette autoroute devrait être prolongée à la ville de Bafoussam, capitale régionale de l'Ouest.
Par ailleurs, le ministre des Marchés publics (Minmap), Abba Sadou, a révélé le 23 février 2018, au cours d'une visite sur le chantier de l'autoroute Yaoundé-Nsimalen (20 Km), que les études de la section urbaine d'une longueur de près de 10 km, sont achevées, mais que la recherche des financements pour la construction de ladite section se poursuit.
Pour la première section dite « rase campagne », longue de 11 Km, un linéaire de 8 Km a déjà été bitumé. L'entreprise chinoise en charge des travaux, China Communications Construction Company Ltd, y est toujours à l'œuvre, pour un contrat de 36,7 milliards de francs CFA. Le contrat de construction de la section dite urbaine a été attribué à trois entreprises. Il s'agit de Synohydro (5,8 km), de la China Road and Bridge Corporation (1,9 km) et d'Arab Contractors (2,1 km).

2ème pont sur le fleuve Wouri, ça roule !

Le pont sur le Wouri est déjà ouvert à la circulation.

Les membres statutaires de la commission relative aux travaux sur le second pont sur le Wouri ont paraphé, le 31 mai 2018 à Douala, le procès-verbal de réception provisoire de l'ouvrage confié à l'entreprise française Sogea Satom. L'ouvrage, qui permet de desservir les régions de l'Ouest, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, à partir de la capitale économique camerounaise, a été aussitôt ouvert à la circulation. Au grand bonheur des opérateurs économiques.
D'un coût total de 141,6 milliards de francs CFA, le second pont sur le Wouri est constitué d'un viaduc routier long de 756 mètres, et d'un viaduc ferroviaire de 746 mètres.
C'est un ouvrage stratégique, car en plus de desservir les régions susmentionnées, il permettra de fluidifier la circulation à partir de Bonabéri, quartier de la ville de Douala qui abrite une zone industrielle.

Le Cameroun a mis en service la 2ème unité flottante de liquéfaction du gaz dans le monde

De janvier à avril 2018, la production gazière camerounaise a bondi de 90,2%, se situant à 233,9 millions de mètres cubes.

Sur la période janvier-avril 2018, la production gazière camerounaise a bondi de 90,2%, se situant à 233,9 millions de mètres cubes, révèlent la Société nationale des hydrocarbures (SNH). Officiellement, cette augmentation substantielle de la production, au cours des quatre premiers mois de l'année, est consécutive à la mise en service, dès mars 2018, du Hilli Episeyo, une unité flottante de liquéfaction du gaz naturel.

Actif au large de Kribi, dans la région du Sud-Cameroun, ce méthanier reconverti en unité flottante a produit, au 30 avril 2018, une cargaison de 99.455 mètres cubes de gaz naturel liquéfié (GNL), soit une première cargaison de 40.000 mètres cubes exportée vers la Chine, apprend-on de bonnes sources. Au cours de la même période, l'unité flottante de Kribi, selon les statistiques publiées par la SNH, a également approvisionné le marché local du gaz domestique de plus de 1281 tonnes métriques.

> Actif au large de Kribi, dans la région du Sud-Cameroun, unité flottante de liquéfaction du gaz naturel Hilli Episeyo a produit, au 30 avril 2018, une cargaison de 99.455 mètres cubes de gaz naturel liquéfié (GNL).

Piloté par la SNH, le bras séculier de l'Etat camerounais dans l'exploration et l'exploitation pétrogazière, les sociétés Perenco et Golar LNG, le projet de liquéfaction du gaz naturel au large de la ville de Kribi, à travers une unité flottante, vise à anticiper la construction d'une usine sur pied dans cette cité balnéaire du Cameroun.

Investissement d'environ 700 milliards de francs CFA, ce navire-usine d'une capacité de production de 1,2 million de tonnes de gaz naturel liquéfié par an, produira également environ 30 000 tonnes de gaz domestique, chaque année, ainsi que 5 000 barils de condensat par jour.

Selon les experts de l'exploitation gazière, le Cameroun est le 2ème pays au monde à utiliser cette technologie pour liquéfier du gaz naturel, après une première expérience lancée l'année dernière en Malaisie par la firme pétrogazière brésilienne Petronas.

Francis Ngapout : « *Au sein de la diaspora camerounaise, nous entrevoyons beaucoup d'opportunités au pays* »

Installé à Dallas, aux Etats-Unis d'Amérique, où il vit depuis 2001, ce Camerounais fait partie de cette diaspora qui a su tirer son épingle du jeu. L'ancien champion du sprint revient sur son expérience d'immigré et les ambitions qu'il nourrit pour son pays d'origine.

Investir au Cameroun : Vous êtes à la tête d'une entreprise de génie civil à Dallas. Pouvez-vous partager votre parcours avant ce qui peut apparaître aujourd'hui comme une consécration ?
Francis Ngapout : Merci de me donner l'occasion de parler du chemin parcouru jusqu'ici. En fait, je suis arrivé aux États-Unis en janvier 2001, à la faveur d'une bourse sports-études de l'université du Texas, à San Antonio. C'était après avoir obtenu un diplôme en administration du sport de l'université de Johannesburg, en Afrique du Sud, qui, à ce moment-là, s'appelait encore Rand Afrikaans University. J'étais un athlète spécialiste du 100 et du 200 mètres. J'ai été champion du Cameroun du 100 mètres et recordman du Cameroun au relai

« L'environnement camerounais des affaires est très bon ».

4x100 mètres. Après une année à San Antonio, j'ai été transféré au Boise State University, où j'ai obtenu un Bachelor en sociologie américaine, et plus tard un Master en engineering spécialisé (Instructional & Performance Technology).

J'ai travaillé à Wells Fargo Bank comme Manager de crédit, puis directeur de succursale. C'est ma carrière à Wells Fargo Bank, qui m'a permis de comprendre l'environnement des affaires aux Etats-Unis. J'ai collaboré avec plusieurs hommes d'affaires dans des domaines divers, et particulièrement avec le développeur de l'immobilier résidentiel Kori Barton, propriétaire de l'entreprise Kori Barton Homes, où j'ai servi comme Chief Financial and Operations Officer (CFOO). A partir de cette expérience, j'ai quitté Boise pour aller poursuivre le rêve américain à Dallas, en créant ma propre entreprise, qui s'appelle Architects Roofing LLC. J'en suis le Président et le CEO. Elle est spécialisée dans la rénovation, le revêtement et la construction immobilière.

IC : Comment est-ce qu'on arrive à entreprendre et à réussir dans un pays aussi compétitif que les Etats-Unis d'Amérique, lorsqu'on est un immigré africain ?
FN : J'ai toujours été très compétitif et grâce à mon background d'athlète sprinter, j'ai pu déployer le même type d'énergie, d'agressivité, de maîtrise de la situation, de persévérance dans l'effort, de travail intensif ; le tout focalisé sur la recherche du rendement optimum et des résultats. Comme immigré, je dois travailler plus dur, plus efficacement, et être plus efficient pour gagner la confiance du client, notamment en livrant des projets de haute qualité, avec un service clientèle impeccable. Bref, je travaille plus dur que mes concurrents afin de gagner la compétition.

IC : Votre domaine d'expertise touche un secteur essentiel, à savoir le logement, qui figure parmi les objectifs de développement du Cameroun. Est-ce que vous avez déjà envisagé de mettre vos compétences et votre expertise au service du développement de votre pays ?
FN : Absolument, j'y pense plusieurs fois par jour. Il est très important pour moi d'avoir la possibilité de partager mon expertise dans ce domaine, pour le bénéfice de notre cher et beau pays que nous aimons tous. C'est important pour moi d'apporter une contribution et un soutien à ceux qui travaillent dur actuellement, pour bâtir le Cameroun. J'évolue dans un environnement dans lequel la technologie dans le bâtiment est très avancée, avec des introductions régulières de nouveaux matériaux et nouvelles techniques de construction. La matière première pour ces matériaux peut se trouver sur place au Cameroun, ainsi que les ressources humaines appropriées. Par exemple, un développement des constructions immobilières intégrant une meilleure transformation du bois est faisable au Cameroun, à condition que le cadre soit structuré et adapté.

IC : De votre position, qu'est ce qui est le plus contraignant lorsqu'il faut prendre la décision de rentrer investir dans son pays ?
FN : Pour moi, il n'y a pas beaucoup de contraintes, parce que je suis très motivé à apporter du positif à

SALON INTERNATIONAL DE L'ENTREPRISE, DE LA PME ET DU PARTENARIAT DE YAOUNDÉ

INTERNATIONAL EXHIBITION FOR ENTERPRISES, SMS AND PARTNERSHIPS OF YAOUNDE

PROMOTE 19

16 - 24 Février 2019

Palais des Congrès de Yaoundé

www.salonpromote.org

GRANDE PREMIÈRE

Pavillon du GICAM et des industries camerounaises

7 édition

Major Innovative Communications

SECRETARIAT DE PROMOTE 2019 ET INFORMATIONS

BP 1687 Yaoundé - Cameroun - Route du Mont Febe, Derrière Peace Corps.

+(237) 222 214 415 / 677 707 679 / 669 999 313 ;

Douala : +(237) 675 293 591 / 669 96 23 46 / 222 214 488 / 222 213 755

info@interprogress.org

SOUS LE HAUT PATRONAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN

UNDER THE DISTINGUISHED PATRONAGE OF THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CAMEROON

Architects Roofing LLC est spécialisée dans la rénovation, le revêtement et la construction immobilière.

mon pays. Le plus complexe, pour moi qui vit aux USA, c'est parfois la difficulté à ménager les engagements de famille, parce qu'on arrive ici on crée une famille avec des enfants et c'est toujours difficile de les laisser pour quelques jours ou quelques mois. C'est encore plus difficile de les déplacer. Or, pour s'engager sérieusement dans le pays, il faut pouvoir y être présent, afin d'obtenir plus d'efficience, ne serait-ce que pour un début.

IC : On attend de la diaspora qu'elle s'implique dans de gros projets, mais vous défendez plutôt l'idée d'un appui à de petites initiatives susceptibles de croissance rapide. Quelle est la logique derrière cette manière de voir ?
FN : Je suis pour de petites initiatives d'entreprise. Avec cette dynamique, ces petites entreprises pourraient créer le maximum d'emplois en un temps record. Ce qui pourrait ensuite générer plus de recettes fiscales pour l'Etat et un rapide retour sur investissement pour les promoteurs, qui pourraient réinvestir et ainsi créer une sorte de cercle vertueux. Nous avons besoin de faire circuler l'argent dans notre économie, et je suis assez satisfait de voir le volume des efforts qui sont faits par le Ministère de l'économie et de la planification, ainsi que les autres administrations.

IC : Diriez-vous que l'environnement des affaires est globalement mauvais au Cameroun, comme on peut souvent l'entendre dans les campagnes organisées par une partie des activistes des réseaux sociaux ?
FN : Je dirais plutôt que l'environnement des affaires est très bon. Lorsque je regarde ce qui se passe avec la croissance démographique, je ne vois que des opportunités

> *« Je me suis engagé dans le projet Yassa par amour de mon pays. Certains attendent tout du pays ou du gouvernement. Je pense plutôt que chacun devrait faire quelque chose pour son pays. »*

d'affaires dans tous les domaines. J'ai aussi pu noter qu'au sein de la diaspora camerounaise, plusieurs d'entre nous entrevoient beaucoup d'opportunités au Cameroun. Il est vrai que certaines lois pourraient être reformulées pour alléger davantage les procédures et les processus au sein de l'administration, afin de donner plus d'incitations concrètes et de rendre plus facile la création d'entreprises, notamment celles du secteur de la production. C'est, à

« Les petites entreprises peuvent créer le maximum d'emplois en un temps record, ce qui pourrait ensuite générer plus de recettes fiscales pour l'Etat et un rapide retour sur investissement pour les promoteurs, qui pourraient réinvestir et ainsi créer une sorte de cercle vertueux »

mon humble avis, de cette manière que les gens de la diaspora pourront créer davantage d'emplois dans notre pays.

IC : Vous avez été un grand champion en Afrique, notamment dans le domaine des courses de sprint. Aujourd'hui, vous travaillez à donner des opportunités à des jeunes. Qu'est-ce qui explique cet engagement de votre part, est-ce une logique de business ?
FN : Comme je l'ai dit plus tôt, j'ai été athlète champion du Cameroun au 100 mètres, et je détiens encore le record du Cameroun au relais 4x100 mètres. J'ai plusieurs fois été athlète sélectionné de l'équipe nationale d'athlétisme, et représenté avec honneur le Cameroun à trois championnats du monde et aux jeux de la Francophonie. C'est la plus importante partie de ma vie, que je ne saurais oublier.
C'est pour cette raison que j'ai créé le programme Yassa (Youth Academic & Sports Scholarship Assistance), pour rehausser l'image et la participation de l'athlétisme camerounais au niveau national et international. Dans ce programme, l'objectif est de recruter, développer et encadrer des talents dans les domaines académiques et sportifs, et leur offrir des débouchés, afin qu'ils puissent exprimer leurs talents au plus haut niveau, et en même temps représenter le Cameroun et ramener des médailles des jeux olympiques et championnats du monde.

IC : Où en êtes- vous avec ce projet et à quand les premiers bénéficiaires ?
FN : J'ai fait une dotation d'un système de chronométrage électronique et autres infrastructures à la Fédération camerounaise d'athlétisme, en vue du développement des performances au Cameroun. Pour la première fois dans l'histoire de notre pays, les athlètes bénéficient désormais de ce système qui leur donne des performances précises et reconnues par l'IAAF. Je me suis engagé dans le projet Yassa par amour de mon pays. Certains attendent tout du pays ou du gouvernement. Je pense plutôt que chacun devrait faire quelque chose pour son pays.

IC : Les jeunes, que ce soit dans le domaine des sports ou du business, invoquent toujours le manque de moyens financiers pour avancer dans leurs initiatives. Quels types de conseils leur donneriez-vous, vous qui êtes partis de presque rien ?
FN : A ce sujet, je dirais que les jeunes doivent considérer le manque de moyen financier comme une grosse motivation. Avec une telle idée en tête, ils auront plus de détermination et travailleront plus dur pour sortir de cette situation. Je ne crois pas en la facilité. On ne peut pas non plus assister financièrement un débutant ou un athlète, qui n'a pas encore fait ses preuves. Le programme Yassa est là pour assister ceux qui feront leurs preuves, non seulement sur la piste, mais aussi sur le plan académique. Car, l'on doit toujours prévoir l'après-carrière sportive. Ainsi, à travers le programme Yassa, et dès septembre 2018, nous offrons 10 bourses académiques et sport-études aux jeunes qui ont brillé sur les plans académique et sportif.

Entretien avec Idriss Linge, à Dallas

GESTION PUBLIQUE

Le Cameroun compte 925 850 assurés sociaux en 2017, soit une augmentation de 6,67%

La Caisse nationale de prévoyance sociale (Cnps), l'organe étatique en charge de la sécurité sociale au Cameroun, informe que l'effectif actuel des travailleurs actifs dans son fichier (toujours en cours d'assainissement) est de 925 850, soit une augmentation de 6,67%.
En 2017, 60 196 nouveaux assurés sociaux ont été immatriculés au Cameroun, soit une baisse de 10,52% par rapport à 2016. Avec une proportion de 73,54%, les jeunes travailleurs de moins de 35 ans ont une fois de plus été les plus immatriculés. Au cours de la même période, 5267 nouveaux employeurs ont été immatriculés, soit un taux de régression de 8,1% par rapport à 2016. Le nombre d'employeurs actifs est de 38 722 en 2017.
Comme l'année précédente, les secteurs d'activité du commerce et celui des autres services (téléboutiques, garages, services personnels non classés ailleurs, associations, etc.) sont ceux qui regorgent le plus d'employeurs actifs. Légèrement différents par rapport aux employeurs, les secteurs des autres services (30,76%), de l'agriculture (11,79%) et des bâtiments et travaux publics (9,77%) sont ceux disposant de plus d'assurés sociaux.
33 499 assurés volontaires ont été enregistrés trois ans après le décret du Premier ministre fixant les conditions et les modalités de prise en charge de cette catégorie d'assurés sociaux.

Plus de 1000 postes ouverts au sein de la Fonction publique camerounaise

Le ministre camerounais de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Joseph Lé, vient de lancer 23 concours, dont 17 concours directs devant ouvrir la porte de l'administration publique à plus de 1000 chercheurs d'emplois.
Six autres concours permettront aux jeunes camerounais (750 places) d'intégrer, à travers le pays, des institutions de formation dont les diplômés sont souvent progressivement intégrés à la Fonction publique, en fonction des besoins.
Les concours lancés concernent des spécialités aussi variées que la traduction, les mines et la géologie, les industries animales, l'agriculture, le génie civil, les eaux et forêts, la pêche, l'information et la communication, le sport, l'élevage, etc.
Au Cameroun, le chômage (13% officiellement) et le sous-emploi (70% des diplômés) ont fait de la Fonction publique une véritable bouée de sauvetage pour de nombreux jeunes en quête d'un emploi décent. Une situation dont le revers est le gonflement de la masse salariale de l'Etat, qui avoisine actuellement 100 milliards FCFA par mois, à verser à des agents jugés parfois improductifs, selon divers rapports officiels.

Le Cameroun a connu au 1er trimestre 2018 une hausse globale des investissements, portée par le secteur public à hauteur de 16%

Au Cameroun, le premier trimestre 2018 a été marqué par une hausse du niveau de l'investissement total, portée par une augmentation des investissements du secteur public. C'est le constat fait par l'Institut national de la statistique (INS), dans une note sur les comptes nationaux qui vient de paraître.

Selon l'INS, l'investissement public renoue avec la croissance au cours de la période sous revue, après un quatrième trimestre 2017 marqué par un repli des activités du secteur public. Cette bonne tenue de l'investissement public de 16% permet de soutenir la croissance de la formation brute de capital fixe (FBCF) qui contribue pour 1,2 point à la croissance du PIB.

Le secteur privé, avec une croissance de 2,5%, contribue également dans une moindre mesure au bon comportement de l'investissement global.

Cette hausse en volume de l'investissement privé est observée essentiellement dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP), dans la fabrication de meubles et, dans une moindre mesure, les services scientifiques et professionnels.

Des cadres camerounais en formation technique sur les statistiques des finances publiques à Dakar

Le Centre régional d'assistance technique du Fonds monétaire international pour l'Afrique centrale (AFRITAC centre) a organisé du 27 au 31 août 2018, une mission d'apprentissage entre pairs, au profit des cadres camerounais en charge du Tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE) au Ministère des finances à Dakar, au Sénégal.

Selon l'AFRITAC centre, ce séminaire vise un renforcement des capacités desdits stagiaires en vue d'une meilleure préparation des équipes de la zone Cemac en charge de l'élaboration du TOFE, à la mise en œuvre de la directive sous-régionale.

Ces voyages d'études organisés par l'AFRITAC visent également à créer une émulation et un encouragement des bonnes pratiques des pays déjà en avance. Le choix du Sénégal pour cette formation n'est pas fortuit.

Selon AFRITAC centre, il procède du fait que ce pays, membre de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), est l'un des rares de cette sous-région à avoir adopté et mis en œuvre la directive N° 10/2009/CM/UEMOA portant Tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE). Dans ce cadre, le pays élabore et diffuse régulièrement son TOFE couvrant tous les secteurs des administrations publiques.

Le Cameroun connaît une hausse des importations de 12% contre une baisse des exportations de 3,8%

Au premier trimestre de 2018, par rapport à la même période en 2017, l'Institut national de la statistique (INS) observe une hausse du volume des importations (12%) au Cameroun. Ce résultat, selon l'Institut, est le fait combiné d'une croissance des importations de biens de 11,9% et des importations de services de 12,4%.

La hausse des importations de biens résulte du relèvement des achats à l'étranger des produits chimiques, du pétrole brut en liaison avec la reprise de la production du pétrole raffiné par la Société nationale de raffinage (Sonara), des produits du travail des grains et de la transformation agricole. Toutefois, les importations de certains biens ont connu des baisses, notamment les produits de la fabrication de papier et les meubles. Hors pétrole, les importations en volume ont augmenté de 10,2%.

Du côté des exportations globales, le Cameroun connaît une baisse de 3,8% par rapport à la période correspondante en 2017. Cette mauvaise performance des exportations globales s'explique, selon l'INS, par la baisse combinée des exportations de biens de 3,9% et des services de 3,6%. Les exportations de biens hors pétrole brut sont, cependant, en hausse de 1,6%, principalement tirées par les augmentations du bois scié, les carburants et lubrifiants et les savons en morceaux.

Cependant, indique l'Institut, d'autres produits d'exportation ont évolué à la baisse. Il s'agit des exportations de pétrole brut, des produits de la transformation agricole et les produits de l'agriculture industrielle et d'exportation.

Dans l'ensemble, les exportations de biens et services ont contribué négativement de 0,8 point à la croissance du PIB, au cours de la période sous revue.

Le FMI propose des « *règles contraignantes* » à l'encontre des Etats de la Cemac qui font baisser les réserves internationales communes

Le Fonds monétaire international (FMI) a publié, le 3 août, une étude portant sur la gestion des réserves internationales de la zone Cemac (Cameroun, Congo, Centrafrique, Gabon, Guinée équatoriale et Tchad).

De prime abord, le FMI relève que dans l'idéal, chaque pays membre de la Cemac contribue de façon équitable aux réserves internationales communes correspondant à cinq mois d'importations. « *Mais que se passe-t-il si un pays tombe en dessous de son objectif ?* », interroge le Fonds monétaire international. La réponse à cette question, indique le FMI, dépend de la cause de l'opportunisme : elle peut être temporaire ou prolongée, volontaire (par exemple, une politique budgétaire non soutenable) ou involontaire (choc extérieur). Dans tous les cas, la question doit être traitée afin d'éviter un abus du principe de solidarité.

Pour remédier à l'opportunisme dont parle le FMI, « *des règles contraignantes sur le partage du fardeau sont nécessaires* ». Pour mieux comprendre de quoi parle cet organisme, il faut se rappeler des données fournies par la Banque des Etats de l'Afrique centrale (Beac). En 2017, le Cameroun détenait près de 61% du total d'un montant de 2 551,8 milliards FCFA des avoirs extérieurs de la Cemac. Ces avoirs extérieurs se répartissent comme suit entre les Etats membres de la Cemac et la Banque centrale :

- La Beac dispose de 441,609 milliards FCFA.
- Le Cameroun, 1 579,571 milliards FCFA.
- Le Congo, 138,338 milliards FCFA.

- Le Gabon, 383,667 milliards FCFA.
- La Guinée équatoriale, -50,809 milliards de FCFA.
- Le Tchad, aussi un solde négatif de -118,421 milliards FCFA.

Ces deux derniers Etats contribuent à faire baisser les réserves internationales de la Cemac mais bénéficient du principe de solidarité.

Pour atténuer le risque d'opportunisme, le FMI propose que le principe de solidarité ne soit invoqué que pendant une période limitée (par exemple, pendant une « période de grâce » à préciser) et pour des montants limités (par exemple, à concurrence de « n » mois d'importations). La période de grâce est nécessaire pour que le pays membre en infraction soit en mesure de mobiliser les moyens financiers nécessaires pour régler ses obligations de manière ordonnée (par exemple, par le biais de la liquidation d'une partie de son Fonds national de stabilisation).

Le FMI poursuit : « *si la défaillance d'un pays membre dépasse la période de grâce ou l'équivalent autorisé de mois d'importations ("n"), le membre en infraction devra prendre des mesures correctives pour assurer le rétablissement de sa juste contribution aux réserves communes* ». Pour garantir que les politiques d'ajustement envisagées sont appropriées, les règles pourraient prévoir que les politiques soient menées dans le cadre d'un processus de surveillance multilatérale, revu par les pairs.

Un gradualisme dans le temps pourrait être ajouté à ce cadre pour permettre aux différents mécanismes de fonctionner sans heurts et au membre en infraction de s'adapter aux contraintes.

La consommation finale ralentit au premier trimestre 2018 à un taux de 2,1%

L'Institut national de la statistique (INS) informe qu'au premier trimestre de 2018, la consommation finale au Cameroun a enregistré une croissance de 2,1%. Cette consommation était en hausse de 3,3% au premier trimestre 2017.
Cette situation s'explique par le recul de sa composante publique (-4,8%) couplée à une augmentation de sa composante privée (3,5%). Cette évolution à la hausse de la consommation privée, selon l'INS, est soutenue par l'augmentation de la demande de certains produits par les ménages, tels que les produits de l'agriculture vivrière et de l'élevage dans le secteur primaire, de l'industrie textile et de l'industrie chimique dans le secteur secondaire. Sans oublier les services de logement et ceux du transport dans le secteur tertiaire.
Toutefois, relève l'INS, la baisse de la demande de certains produits tels que ceux de l'industrie de la transformation des produits d'origine agricole (cacao, café, thé, etc.), et des produits du travail de grains, ont contribué à plomber la demande de consommation finale.

Cameroun : exonérations fiscales pour 74 milliards FCFA d'investissements projetés dans l'hôtellerie, l'agroalimentaire, l'agroforesterie…

L'Agence de promotion des investissements du Cameroun (API) a signé, le 6 août 2018 à Yaoundé, la capitale du pays, une série de conventions avec des opérateurs économiques porteurs de projets d'investissements dans les domaines de l'hôtellerie, de l'agroalimentaire ou encore de l'agroforesterie.
Ces conventions permettent à ces opérateurs économiques, qui ambitionnent d'investir au total 74 milliards de francs CFA sur le territoire camerounais, de bénéficier des dispositions de la loi de 2013 sur les incitations à l'investissement privé en République du Cameroun. Pour rappel, cette loi révisée en 2017 accorde aux investisseurs des exonérations fiscalo-douanières allant de 5 à 10 ans, aussi bien pendant les phases de démarrage que de production de leurs entreprises.
En dehors des conventions signées le 6 août dernier, depuis son entrée en vigueur en 2014, la loi de 2013 portant incitations à l'investissement privé au Cameroun a déjà donné lieu à la signature de 157 conventions entre l'Etat du Cameroun et divers porteurs de projets, pour des investissements envisagés estimés à 3424 milliards de francs CFA, lesquels permettront de créer environ 55 000 emplois directs dans le pays.

FINANCE

La BEAC met à nouveau 265 milliards FCFA à disposition, pour refinancer les banques de la CEMAC

La Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC) a de nouveau mis en adjudication, le 23 août 2018, une enveloppe de 265 milliards de francs CFA au profit des banques commerciales des six pays de la CEMAC (Cameroun, Congo, Gabon, Tchad, Guinée équatoriale et République centrafricaine).
Cette enveloppe de liquidités, susceptible d'oxygéner la trésorerie des banques commerciales qui sont dans le besoin, est placée jusqu'au 30 août 2018 au taux minimum de 2,95%, qui correspond au taux officiel pratiqué par cette banque centrale.
Avec cette nouvelle injection de liquidités sur le marché monétaire, la Banque centrale des Etats de la CEMAC dépasse déjà les 2000 milliards de francs CFA de liquidités injectées dans les banques de la Cemac, depuis juin 2018.

Afriland First Bank déclare avoir accordé des crédits pour 618 milliards FCFA au 30 juin 2018

Au 30 juin 2018, la première banque du Cameroun, Afriland First Bank, déclare qu'elle a accordé des crédits pour un total de 618 milliards FCFA. Ces crédits existent sous cinq formes : les avances sur salaire, les découverts, le crédit scolaire, les crédits automobile et immobilier.
A la même période en 2017, cette banque camerounaise, selon le Ministère des finances, faisait déjà partie des cinq établissements (Afriland First Bank, Société Générale Cameroun, Ecobank, SCB et Bicec) qui ont concentré environ 72% des crédits bancaires, dans un secteur qui comptait à l'époque 14 banques et neuf établissements financiers dont huit opérationnels. Et donc, sur les 3321,1 milliards FCFA de crédits bancaires accordés au Cameroun en juin 2017, Afriland et les quatre autres banques du peloton de tête ont concentré 2391,19 milliards FCFA.

La banque Afriland dispose à ce jour d'un réseau de 43 agences (sur un ensemble de 283 agences bancaires au Cameroun), 117 guichets automatiques, et 197 terminaux électroniques.

AGRICULTURE

En dépit des troubles dans l'un des plus grands bassins du Cameroun, la production cacaoyère a bondi de plus de 20 000 tonnes en 2017-2018

Au cours de la campagne 2017-2018 qui s'est officiellement achevée à la mi-juillet 2018, le Cameroun affiche une production nationale commercialisée de 253 510 tonnes, contre 231 510 tonnes la campagne précédente, ce qui révèle une progression de 22 000 tonnes.
Cette augmentation de la production cacaoyère nationale survient dans un contexte marqué par les violences imposées par les séparatistes anglophones dans la région du Sud-Ouest, qui est l'un des plus grands bassins de production de fèves de cacao au Cameroun.
Selon les statistiques publiées le 7 août 2018 par l'Office national du cacao et du café (ONCC) à l'occasion du lancement officiel de la campagne cacaoyère 2018-2019 dans la localité de Ngomedzap, bassin de production de la région du Centre du pays, la région du Sud-Ouest a pesé 31,5% dans les achats globaux de fèves dans le pays, contre respectivement 50,3% et 7% pour les régions du Centre et du Littoral.
Au cours de la campagne 2017-2018, les prix bord champs versés aux producteurs ont été en moyenne de 550 francs CFA au début de la campagne, en août 2017 mais ont franchi la barre de 1000 francs CFA dans l'intercampagne, atteignant même un maximum de 1210 francs CFA, selon les pointages de l'ONCC.

Le Cameroun améliore son label qualité, en exportant près de 9000 tonnes de cacao de grade I pour la campagne 2017-2018, en hausse de 713%

Grand habitué des exportations de cacao du grade II (plus de 90% des fèves exportées au cours des trois dernières campagnes), le Cameroun a réalisé des progrès sensibles au cours de la campagne 2017-2018, qui s'est officiellement achevée à la mi-juillet 2018.
« *Les quantités de fèves exportées en grade I sont passées, entre les campagnes 2016-2017 et 2017-2018, de 1099 à 8933 tonnes, soit une augmentation de 713% d'une campagne à l'autre* », s'est réjoui le ministre du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana.
C'était le 8 août 2018 à Yaoundé, la capitale du pays, à l'ouverture de la 6e édition du Festival international du cacao camerounais (Festicacao).
A en croire ce membre du gouvernement camerounais, cette tendance haussière des volumes de fèves de cacao exportées en grade I « *est appelée à aller crescendo, avec la généralisation et l'extension du programme d'implantation dans les bassins de*

production du pays, des centres d'excellence de traitement post-récolte du cacao », piloté par le Conseil interprofessionnel du cacao et du café (CICC), avec le concours de partenaires tels que la Fédération des chocolatiers et confiseurs de France.

L'Indonésie a besoin du cacao et du coton camerounais, selon le vice-directeur de l'Indonesian Trade Promotion Center

Le 14 août 2018, l'Indonesian Trade Promotion Center (ITPC), basé à Lagos, au Nigeria, a organisé à Douala, la capitale économique camerounaise, un forum économique visant à faire connaître aux opérateurs économiques locaux les opportunités de partenariats qu'ils peuvent nouer avec des hommes d'affaires indonésiens.

« *Nous avons besoin de votre coton et de votre cacao* », a lancé Simon Tumanggor, vice-directeur de l'ITPC de Lagos, en encourageant les opérateurs économiques camerounais à prendre part, du 24 au 28 octobre 2018, à Jakarta, en Indonésie, à la 33e édition de la Trade Expo Indonesia (TEI).
Ce rendez-vous des affaires, selon la partie indonésienne, pourrait être une opportunité pour nouer des partenariats entre créateurs de richesses des deux pays, dans le but de dynamiser les échanges commerciaux entre le Cameroun et l'Indonésie, qui, pour l'heure, sont quasi nuls, a-t-on appris.

Cameroun : remontée de la transformation du cacao et meilleures perspectives sur un an, avec l'entrée en scène d'Atlantic Cocoa

Sur une production nationale commercialisée officiellement estimée à 253 510 tonnes, au cours de la campagne 2017-21018 qui vient de s'achever, le Cameroun a localement transformé 53 494 tonnes de fèves. 53 403 tonnes ont été transformées par les industriels, contre 91 tonnes pour les artisans locaux.
Ce volume de fèves transformées est en hausse de plus de 20 000 tonnes, comparé aux 33 023 tonnes de la campagne cacaoyère 2016-2017. Cependant, l'on remarque qu'au cours de la dernière campagne, le Cameroun n'a transformé que 25% de sa production alors que le plan de relance de la filière projette un volume de transformation équivalent à 50% de la production nationale d'ici à 2020, année au cours de laquelle le pays compte également franchir la barre de 600 000 tonnes de fèves produites. Autant d'objectifs désormais hors de portée, selon divers acteurs de la filière.
Pour preuve, en lançant la 6e édition du Festival international du cacao camerounais, le 8 août 2018 dans

la capitale du pays, le ministre du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana, ne table désormais que sur « une capacité installée » de 130 000 à 150 000 tonnes en matière de transformation, au cours des trois prochaines années. Ce qui est bien loin des 300 000 tonnes prévues par le plan de relance des filières cacao-café.
Au demeurant, l'augmentation projetée de la transformation du cacao au Cameroun devrait être effective dès la campagne 2018-2019 (officiellement lancée le 7 août 2018), avec l'entrée en service d'une nouvelle usine dans la zone industrielle du port en eau profonde de Kribi, dans la région du sud du pays.
Première entreprise à s'installer dans cette enceinte portuaire, l'usine Atlantic Cocoa, qui fait partie d'un projet agro-industriel global de 50 milliards de francs CFA porté par l'opérateur économique ivoirien Koné Dossongui, sera opérationnelle avant la fin de l'année 2018, selon des sources autorisées. Elle sera dotée « d'une capacité de transformation de fèves de cacao de 48 000 tonnes par an, extensible à 64 000 tonnes », précise Georges Wilson, le directeur général d'Atlantic Cocoa.

ENERGIE

La société belge Besix Group décroche le contrat pour la construction de la centrale de Nachtigal (420 MW), au Cameroun

Besix Group, entreprise belge du secteur de la construction, annonce avoir décroché le contrat pour la conception et la construction, dans la région du Centre du Cameroun, de la centrale hydroélectrique de Nachtigal, d'une capacité de production de 420 MW. Cette infrastructure permettra d'augmenter la capacité de production du pays de 30%, selon la Banque mondiale, qui est partie dans ce projet à travers la Société financière internationale (SFI), sa filiale spécialisée dans le financement du secteur privé.
A en croire le constructeur belge, les travaux qui seront réalisés en partenariat avec la société française NGE (Nouvelles générations d'entrepreneurs, leader du terrassement en France) et le Marocain SGTM (Société Générale des travaux du Maroc), démarreront avant la fin de l'année 2018 courante, et vont durer 57 mois au total.
Portée par Nachtigal Hydro Power Company (NHPC), une entreprise de droit camerounais contrôlée à 40% par EDF International, 30% par l'Etat du Cameroun et 30% par la Société financière internationale, la centrale hydroélectrique de Nachtigal coûtera environ 656 milliards de francs CFA.
« *Le projet de Nachtigal, l'un des très rares partenariats public-privé (PPP) à avoir vu le jour dans le secteur de l'hydroélectricité en Afrique subsaharienne, va accélérer la réalisation des objectifs de développement du Cameroun, et notamment la réduction de la pauvreté* », a souligné Elisabeth Huybens, directrice des opérations

de la Banque mondiale pour le Cameroun. C'était dans un communiqué publié le 19 juillet 2018, dans lequel l'institution de Bretton Woods annonçait la mise à disposition d'une garantie de 794,5 millions de dollars (environ 447,17 milliards FCFA) dans le cadre de la réalisation de ce projet.

Eneo, filiale camerounaise d'Actis, compte améliorer la qualité de service grâce à des équipements « intelligents »

En signant récemment, à Douala, un accord de partenariat avec le Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle, Joël Nana Kontchou, le directeur général d'Eneo, concessionnaire du secteur de l'électricité, a remis au goût du jour l'amélioration de la qualité de service de l'entreprise qu'il dirige.
Joël Nana Kontchou a indiqué que cette amélioration du service passe d'abord par la modernisation des équipements. « *A ce sujet, nous avons tout un programme Smart Eneo qui comprend la géolocalisation des ouvrages, les compteurs intelligents et prépayés, le système de gestion de l'information technique, etc.* », a déclaré le Dg d'Eneo.
Grâce à ces équipements annoncés, la filiale camerounaise d'Actis compte ainsi réduire les délais d'intervention, en cas de panne, et l'épineux problème des créances qui se chiffrent à des milliards de francs CFA. En effet, les nouveaux compteurs intelligents, rechargeables avec du crédit de communication sur un téléphone portable imposeront désormais aux clients d'Eneo de payer avant d'être servis.
Depuis 2016, des spécimens de ces compteurs dits intelligents ont été installés dans des quartiers de Douala, tels que Bali ou encore Bonapriso, dans le cadre d'une phase pilote.

Le Français Sagemcom construit un parc solaire sur 13 000 m² au Cameroun, pour alimenter au solaire l'aéroport de Douala

La société des Aéroports du Cameroun (ADC) va mettre en service à la fin du mois d'octobre 2018, un parc solaire construit sur une superficie de 13 000 m², afin d'alimenter à l'énergie solaire, l'aéroport international de Douala, dans la capitale économique du pays.
Selon les informations révélées par la plateforme spécialisée News Aero, ce parc solaire financé par l'Union européenne aura une capacité de production d'un mégawatt. Il est construit par la société française Sagemcom, dans le cadre d'un programme de l'Organisation de l'aviation civile internationale (Oaci) sur la réduction de l'empreinte carbone.
En plus de la plateforme de Douala, apprend-on, quatre autres aéroports ont été sélectionnés par l'Oaci dans le cadre de ce programme de réduction de l'empreinte carbone, qui est encore à sa phase pilote. Il s'agit des aéroports de Kingston et de Montego en Jamaïque ; de Mombasa au Kenya ; et de Port d'Espagne à Trinidad et Tobago.
A la fin des travaux, le parc solaire de l'aéroport international de Douala deviendra la plus grande infrastructure de ce type existant actuellement au Cameroun.

Les ventes de Gaz du Cameroun chutent de 372% au 2e trimestre 2018, plombées par la suspension des livraisons à l'électricien Eneo

Gaz du Cameroun (GDC), filiale de l'opérateur pétro-gazier britannique Victoria Oil & Gas (VOG), qui opère sur le champ gazier de Logbaba, dans la banlieue de la capitale économique du pays, a commercialisé 320 millions de pieds cubes de gaz naturel entre avril et juin 2018, apprend-on officiellement. Ces ventes sont en baisse de 372% par rapport au 1,192 milliard de pieds cubes de gaz commercialisé sur la même période en 2017.
A l'analyse, cette baisse drastique des volumes de gaz naturel commercialisés par GDC est la conséquence de la suspension, en janvier 2018, des approvisionnements en gaz de la société de distribution d'électricité, Eneo, qui gérait alors une centrale à gaz de 50 MW dans la localité de Logbaba.
« *Logbaba est une source temporaire, qui est faite pour ne pas durer. Cette centrale était une solution d'urgence, en attendant la mise en service des barrages de Lom Pangar et de Memve'élé. Lom Pangar est déjà là et permet de gérer la situation, malgré une légère baisse du niveau d'eau enregistrée dans son réservoir en 2017* », avait alors confié une source autorisée à Eneo, entreprise jusque-là présentée comme le premier client de GDC, qui ne désespère pas de ramener Eneo dans son portefeuille.

INFRASTRUCTURES

Cameroun : le PIDMA utilisera une approche peu coûteuse pour réhabiliter 190 km de routes, afin de désenclaver les bassins de production

Financé à hauteur de 50 milliards de francs CFA par la Banque mondiale, le Projet d'investissement et de développement des marchés agricoles (PIDMA), qui vise à augmenter la production du maïs, du sorgho et du manioc au Cameroun dans l'optique d'approvisionner les agro-industries, va bientôt lancer un programme de réhabilitation de 190 km de routes rurales dans le pays, afin de connecter les bassins de production agricole aux marchés.

Selon les informations révélées le 6 août 2018 au cours d'un atelier de sensibilisation organisé à Mbalmayo, localité de la région du Centre du Cameroun, cinq régions sont concernées par ce programme de réhabilitation des routes rurales. Il s'agit des régions du Centre, du Sud, du Littoral, de l'Ouest et du Nord-Ouest.

Selon les responsables de la Banque mondiale et de l'unité de coordination du PIDMA, les travaux seront réalisés suivant « *les Contrats d'entretien et de réhabilitation par objectifs qualifiés (CEROQ)* », présentés comme étant « *peu coûteux en temps et en ressources* ». « *Cette méthode est capitale pour le pays, parce qu'elle va permettre la concrétisation du démarrage de l'agriculture de seconde génération* », a confié Thomas Ngué Bissa, le Coordonnateur national du PIDMA.

Concrètement, a expliqué Peter Tanifor, spécialiste principal en transports à la Banque mondiale pour l'Afrique centrale, la méthode CEROQ consiste à se départir des méthodes classiques utilisées dans la réhabilitation des routes, au profit de méthodes de réhabilitation adaptées aux besoins des utilisateurs des routes. « *Par exemple, explique-t-il, si le Ministère de l'Agriculture indique que pour évacuer les produits de Nguélémedouka (Est) à Yaoundé (Centre), il n'a besoin que de motos, l'ingénieur concevra et construira une route pour motos. Bref, la route sera construite par rapport au besoin exprimé.* »

A en croire les responsables du PIDMA, la phase pilote d'application de cette méthode a déjà permis d'obtenir des coûts compétitifs et admissibles pour le projet. Ladite méthode, apprend-on, présente également les avantages d'orienter les travaux vers des solutions permettant de garantir plus de durabilité aux routes rurales réhabilitées, et d'éviter les variations importantes des quantités de travaux à exécuter entre la fin des études, la signature du marché, l'exécution des travaux, etc.

MINES

Des métaux lourds et des substances radioactives décelées sur des sites miniers dans la région de l'Est du Cameroun

Dans les localités de Bétaré Oya et de Kambele, deux terreaux de l'exploitation de l'or dans la région minière et forestière de l'est du Cameroun, les chercheurs de l'Institut de recherches géologiques et minières (IRGM) ont décelé la présence de substances radioactives sur des sites miniers, ainsi que de la pollution par des métaux lourds tels que le plomb ou encore l'arsenic, qui exposent les populations riveraines à des risques sanitaires.

Ce sont là, quelques conclusions de l'étude sur la surveillance des zones minières et à fort potentiel minier au Cameroun, qui a été rendue publique le 3 août 2018 à Yaoundé, la capitale du pays, par l'IRGM, un institut spécialisé rattaché au Ministère de la recherche scientifique et de l'innovation.

En plus de l'or, qui est très répandu dans cette région camerounaise, on y retrouve également de nombreuses autres ressources minières, jusqu'ici exploitées artisanalement et clandestinement.

INDUSTRIE

Cimencam, filiale de LafargeHolcim, va exploiter une carrière abritant 12 millions de tonnes de pouzzolane dans la région de l'Ouest

Cimenteries du Cameroun (Cimencam), filiale camerounaise de LafargeHolcim Maroc, vient de faire un nouvel investissement à Foumbot, dans la région de l'Ouest, au Cameroun. Il s'agit de l'exploitation d'une carrière de 42 hectares abritant 12 millions de tonnes de pouzzolane, sur une période de 50 ans.
Selon le président du conseil d'administration de Cimencam, Pierre Moukoko Mbonjo, la pouzzolane intervient à 30% dans la production du ciment. Celle extraite de la carrière de Foumbot sera utilisée comme ajout dans le processus de fabrication, dans la nouvelle usine de production de Nomayos (500 000 tonnes), une banlieue de Yaoundé, la capitale du Cameroun.
L'usine de Nomayos, un investissement de 23 milliards FCFA, pourrait être achevée en 2019 et portera la production annuelle de l'entreprise sur l'ensemble du territoire camerounais à 2 millions de tonnes de ciment.
La filiale de LafargeHolcim Maroc a déboursé 240 millions FCFA pour l'indemnisation des populations riveraines de la carrière de Foumbot.

Une unité de production d'une capacité de 350 000 bouteilles de gaz par an, en gestation dans la région du Centre du Cameroun

La localité de Nkolomane, dans la région du Centre du Cameroun, a abrité le 16 août 2018 la cérémonie de pose de la première pierre d'une usine de production de bouteilles de gaz domestique, évènement présidé par le ministre camerounais des Mines, de l'Industrie et du Développement technologique.
D'une capacité de production annuelle de 350 0000 bouteilles de gaz domestique, pour un investissement estimé à 35 milliards de francs CFA, ce projet a bénéficié de la loi de 2013 relative aux incitations à l'investissement privé au Cameroun, qui accorde des exonérations fiscalo-douanières aux investisseurs, sur des périodes allant de 5 à 10 ans.
« *Aujourd'hui, il faut à peu près six millions de bouteilles en circulation en plus. Il y en a trois millions. Donc, il faut investir massivement là-dessus* », a confié le promoteur du projet, Hubert Otélé Essomba, un opérateur économique ayant visiblement repris du service, après plusieurs années de démêlées avec la justice camerounaise. C'était dans le cadre d'un projet d'achat d'un avion au chef de l'Etat.
Pour rappel, en 2017, les marqueteurs camerounais ont importé 440 000 bouteilles de gaz domestique en un temps record, à la faveur d'une mesure d'exonération fiscalo-douanière (exonération de la TVA et réduction du droit de douane) prise par le gouvernement, afin de catalyser le rajeunissement du parc de bouteilles de gaz du pays.
Selon une étude conjointe réalisée en 2011 par la direction de la métrologie et de la protection du consommateur du Ministère du commerce et la Caisse de stabilisation des prix des hydrocarbures (Csph), « *70% des bouteilles de gaz domestique en circulation dans le pays (étaient) défectueuses* ». Situation qui expliquait, à cette époque, les nombreux drames souvent enregistrés dans les ménages à la suite des explosions de bouteilles de gaz.

TIC & TELECOM

Après 4 ans d'activités, Nexttel, le 3e opérateur de mobile au Cameroun, tutoie le nombre d'abonnés d'Orange et de MTN

Nexttel, la filiale camerounaise du groupe télécoms vietnamien Viettel, qui a officiellement lancé ses activités en septembre 2014, compte désormais près de 5 millions d'abonnés. L'information a été révélée dans un communiqué publié le 15 août 2018, lequel annonce la signature d'un partenariat avec la firme israélienne Gilat Telecom, aux fins du déploiement du réseau 4G.
Avec ce parc d'abonnés, qui s'étoffe finalement assez rapidement, le 3e opérateur de mobile au Cameroun tutoie désormais MTN et Orange, arrivés sur le marché camerounais de la téléphonie mobile presque 15 ans plus tôt. En effet, selon les derniers pointages des deux opérateurs, Orange et MTN sont pratiquement au coude à coude en termes de nombre d'abonnés enregistrés au premier semestre 2018, avec 6,58 millions et 6,6 millions de clients respectivement.
L'on peut cependant remarquer que le plus grand perdant dans ce match des abonnés au mobile au Cameroun est la filiale locale du groupe sud-africain MTN International, qui revendiquait déjà plus de 10 millions d'abonnés dans le pays il y a 5 ans. Et dont le parc d'abonnés, au même titre que celui d'Orange Cameroun, pourrait encore faire les frais du lancement du réseau 4G annoncé par Nexttel.
Pour rappel, selon les projections faites en 2017 par Ovum, une entreprise britannique spécialisée dans l'analyse stratégique concernant l'industrie des réseaux et des télécommunications, sur la période 2017-2021, Nexttel et Orange grignoteront d'importantes parts de marché à MTN Cameroun, dont le leadership sur le marché a été mis sous l'éteignoir par son principal concurrent, Orange, selon les états financiers des deux opérateurs au premier semestre 2018.

Le taux de pénétration de la téléphonie mobile au Cameroun est passé d'environ 12% en 2005 à près de 83% en 2016

Dans un rapport sur les télécoms qu'il vient de publier, le Ministère en charge des postes et télécommunications (Minpostel) note une évolution importante du taux de pénétration de la téléphonie mobile au Cameroun. Il est passé d'environ 12% en 2005 à près de 83% en 2016.
Les statistiques disponibles sur les abonnements à la téléphonie mobile laissent transparaître qu'en 2016, plus de 20 millions d'abonnements ont été enregistrés, les plus grands bénéficiaires étant les opérateurs MTN et Orange.
Comme dans la plupart des pays africains, le réseau de téléphonie filaire est en déclin au Cameroun du fait du manque d'investissements, d'extension et d'entretien ainsi que du vandalisme, caractérisé par le vol des câbles sur ledit réseau. Depuis 2007, le nombre de lignes téléphoniques fixes analogiques est resté en deçà de la valeur de 2006 (112 715 lignes) et reste concentré dans les régions du Centre et du Littoral (plus de 7 lignes sur 10).

La contribution des TIC au PIB en décrue depuis 2007 où elle était estimée à 2,3% contre 1,8% en 2015

L'annuaire statistique du secteur des télécoms au Cameroun, pour le compte de l'exercice 2017, indique que la contribution des télécommunications et TIC (Technologies de l'information et de la communication) au PIB est en décadence depuis 2007 où elle était estimée à 2,3% contre 1,8% en 2015.
En 2015, les télécommunications ont contribué pour près de 0,12% à la croissance du PIB du pays. Le chiffre d'affaires produit par les opérateurs de téléphonie (fixe et mobile) continue de progresser, passant de 427,11 milliards FCFA en 2010 à 566,14 milliards FCFA en 2015, soit une augmentation de plus de 25%.
Selon l'annuaire statistique, le secteur des télécommunications et TIC reste néanmoins un des grands pourvoyeurs d'emplois au Cameroun. Les emplois directs créés sont en hausse depuis 2006. Plus de 8000 emplois ont été créés en 2014, principalement par les opérateurs de téléphonie.
Dans les entreprises, la culture des TIC est plus prononcée au Cameroun. Il est relevé qu'en 2017, plus grande est l'entreprise, plus il y a des chances qu'elle soit présente sur le web, dispose d'une connexion internet et d'un réseau local.

Viettel Cameroun décroche un marché de 94 millions FCFA relatif à la fourniture de tablettes, devant Orange et MTN

L'opérateur de télécoms Viettel Cameroun (dont le nom commercial est Nexttel), vient de décrocher un marché de 94,1 millions FCFA dans le cadre du projet de développement de l'élevage (Prodel) au Cameroun financé par la Banque mondiale.
Nexttel devra fournir des tablettes et une flotte de communication au personnel du réseau d'épidémiosurveillance du projet. L'offre de la filiale camerounaise de Viettel a été retenue alors qu'elle était en concurrence avec MTN et Orange Cameroun.
MTN a certes proposé l'offre la moins disante (49 millions FCFA), mais ladite offre a été jugée non conforme pour l'essentiel. Les caractéristiques techniques de sa tablette sont non-conformes, car, elle utilise un système d'exploitation android 6.1 alors que l'on attendait un système 7.0. Orange Cameroun a été aussi recalée malgré une proposition de 58,19 millions FCFA. Et pour cause, la caractéristique technique de son appareil a un défaut au niveau de la puissance de la batterie : 3000 Ah alors que la cotation a été faite à 3200 Ah. La caméra de la tablette d'Orange est de 5 mégapixels (MP) alors que l'on attendait un minimum de 8 MP.
En juin 2017, la Banque mondiale a accordé un prêt d'un montant de 100 millions de dollars US, soit environ 60 milliards FCFA, destiné au financement du Projet de développement de l'élevage. Exécuté pendant 6 ans, le Prodel a pour objectif d'améliorer la productivité des systèmes d'élevage ciblés et la commercialisation des produits des bénéficiaires.
Le projet cible six filières à savoir : bovin-lait, bovin-viande, petits ruminants (ovins et caprins), porcs, volailles (œuf et chair) et miel.

Au premier semestre 2018, les revenus générés par le Mobile Money chez MTN Cameroun ont augmenté de 404%, en glissement annuel

Le Mobile Money de l'opérateur du mobile MTN Cameroun semble être le service qui se porte le mieux au sein de cette entreprise télécoms. En effet, l'analyse des états financiers du groupe sud-africain, MTN International, révèle que le nombre de clients actifs sur le service Mobile Money de sa filiale camerounaise a augmenté de 10,5% entre décembre 2017 et juin 2018, atteignant 1,2 million de clients.
Bien plus, apprend-on de la même source, les revenus rapportés à MTN Cameroun par le Mobile Money (MoMo) ont crû de 404% entre juin 2017 et juin 2018, renforçant ainsi la contribution de ce service au chiffre d'affaires global de l'entreprise.
Une nouvelle progression des revenus du MoMo chez MTN n'est pas à exclure au cours des prochains mois, son concurrent Orange, leader du marché du Mobile Money dans le pays (avec plus de 2 millions d'utilisateurs), ayant procédé il y a quelques semaines, à un réajustement des prix de ce service, nouvelle tarification pouvant avoir un impact sur sa base clientèle.
Pour rappel, selon l'Institut national de la statistique (INS), MTN Mobile Money est le service de paiement mobile le plus utilisé par les entreprises camerounaises, devant Orange Money et Afrikpay, un opérateur panafricain.

Au Cameroun, l'opérateur de mobile Nexttel s'associe à l'Israélien Gilat Telecom, pour déployer la 4G

Anciennement connu sous le nom de Gilat Satcom, l'opérateur israélien Gilat Telecom a annoncé le 15 août 2018 avoir été choisi par Nexttel, le 3e opérateur du mobile au Cameroun, pour déployer la technologie 4G. En clair, Nexttel « utilisera le réseau de fibre optique de Gilat Telecom au Cameroun et en Afrique, pour fournir à ses clients un service haut débit rapide et fiable », souligne l'opérateur israélien dans son communiqué.
Le choix porté sur Gilat Telecom, entreprise déjà présente via des filiales ou des partenariats en RD Congo, au Ghana, en Ouganda, au Nigeria et en Zambie, est consécutif à un appel d'offres lancé par Nexttel, et auquel ont souscrit un certain nombre de grands fournisseurs de services télécoms en activité sur le continent africain, apprend-on officiellement.
« *La demande pour les services haut débit mobile est très élevée au Cameroun. […] Les gens veulent pouvoir accéder aux services en ligne depuis leur téléphone, via un réseau fiable et rapide. Nous investissons massivement dans notre infrastructure en Afrique, ce qui nous permet de gagner de gros clients comme Nexttel* », a déclaré Dan Zajicek, PDG de Gilat Telecom.
Premier opérateur de mobile au Cameroun à se voir attribuer une licence 3G, qu'il a cependant eu du mal à exploiter entre 2012 et 2014, Nexttel est une entreprise contrôlée par le Vietnamien Viettel. La progression rapide de cet opérateur de mobile sur le marché local, notamment grâce à la qualité de son service internet et la couverture des zones

rurales, a permis au Cameroun de devenir le premier marché du groupe Viettel en Afrique, dès le premier semestre 2016.
Cette position, Nexttel entend la consolider en lançant non seulement la 4G (annoncée depuis plusieurs mois), mais aussi le service mobile money (en partenariat avec le banquier UBA), sur lesquels ses concurrents sur le marché que sont MTN et Orange Cameroun, ont déjà pris une bonne longueur d'avance.

LEADER DU MOIS

Fabrice Siaka rachète les actifs du groupe Rougier au Cameroun et en Centrafrique

A 40 ans, Fabrice Siaka a fait fortune dans l'importation de produits alimentaires tels que le riz.

En phase de redressement judiciaire depuis mars 2018, le groupe français Rougier, spécialisé dans l'exploitation forestière en Afrique, a officiellement annoncé le 19 juillet 2018, avoir obtenu le 13 juillet dernier, l'aval du tribunal de commerce de Poitiers, pour la cession de ses actifs au Cameroun et en République centrafricaine.
Le repreneur de ces actifs n'est autre que la Société de distribution nouvelle d'Afrique (Sodinaf), contrôlée par le Camerounais Fabrice Siaka, un opérateur économique de 40 ans ayant fait fortune dans l'importation de produits alimentaires tels que le riz.
A la faveur de cette transaction conclue par les parties le 16 juillet 2018 à Douala, la capitale économique camerounaise, Sodinaf prend ainsi possession de la Société forestière et industrielle de la Doumé (SFID), de la société Cambois, de la société Sud Participation, toutes basées au Cameroun ; puis de la Société Rougier Sangha-Mbaéré (RSM), en République centrafricaine.
Le montant de l'opération n'a pas été révélé, mais des sources autorisées soutiennent que Sodinaf, qui est également implanté au Tchad, en Centrafrique et en RD Congo, a bénéficié de l'accompagnement de la Société Générale Cameroun dans le cadre de ce rachat des actifs du groupe Rougier en Afrique centrale.
« La réalisation de cette opération de cession permet de rationaliser le portefeuille d'activités du groupe. Rougier, qui entend rester un acteur important dans sa filière, peut ainsi poursuivre son recentrage géographique dans de meilleures conditions », annonce l'exploitant forestier français dans un communiqué officiel.
Pour rappel, c'est depuis le 12 mars 2018 que la holding Rougier SA, cotée sur Euronext, a été placée en redressement judiciaire en France, afin de mettre en œuvre des actions importantes de restructuration. Les autres sociétés françaises et africaines du groupe ne sont pas concernées, la filiale française d'importation, Rougier Sylvaco Panneaux, disposant notamment de sa propre autonomie économique et financière.

> Sodinaf, qui est également implanté au Tchad, en Centrafrique et en RD Congo, a bénéficié de l'accompagnement de la Société Générale Cameroun dans le cadre du rachat des actifs du groupe Rougier en Afrique centrale.

Brice R. Mbodiam

Participez à l'édification du Cameroun de demain

Chaque mois, découvrez les avancées économiques du Cameroun

Les magazines *Investir au Cameroun* et *Business in Cameroon* sont offerts gratuitement

- Ambassades et relais diplomatiques du Cameroun
- Salons VIP des aéroports de Paris, Londres, Bruxelles, Zurich et Frankfurt
- Salons des compagnies d'affaires du Bourget
- En Business Class sur Brussels Airlines
- Dans les ministères et hôtels d'affaire du Cameroun

IL Y A DU SERVICE DANS L'AIR

La valeur n'attend pas le nombre des années. 2 ans au compteur, un personnel hautement qualifié, des appareils régulièrement révisés, des valeurs , une vision, un sourire, l'étoile du Cameroun est bel et bien lancée sur sa trajectoire. Voyagez sereins, voyagez Camair-co.

Une nation, une compagnie, une étoile. Camair-co.

www.camair-co.cm

Camair-Co

L'étoile du Cameroun